

Elections des représentants de parents d'élèves au conseil d'école - 2015 / 2016

L'ensemble des dispositions figure dans l'annexe "Modalités d'élection des représentants des parents d'élèves au conseil d'école". **Afin de rendre plus lisible cette circulaire, les points importants ont été précisés dans la marge ou apparaissent en caractères gras.**

L'implication des familles et la qualité de leurs relations avec l'école est un facteur déterminant dans la réussite des élèves ; la participation des parents aux élections de leurs représentants au conseil d'école est essentielle. Les parents doivent être encouragés, par tous moyens, à participer à la vie de l'école et à assurer pleinement leur rôle dans la communauté éducative.

L'importance de la participation des parents aux instances collégiales des écoles a été réaffirmée dans le décret 2006-935 du 28 juillet 2006 et la circulaire d'application n°2006-137 du 25 août 2006. L'éducation nationale doit favoriser la forte participation des parents aux élections, gage d'une implication tout au long de l'année. **Dès la rentrée, il est indispensable qu'une information la plus large possible soit diffusée localement par les directeurs d'école aux parents d'élèves (affichage interne et externe, carnet de correspondance ...).** Il convient d'organiser en début d'année scolaire une réunion d'information destinée aux parents d'élèves. **Les parents d'élèves nouvellement inscrits devront être réunis par le directeur d'école en tout début d'année scolaire et au plus tard avant la troisième semaine suivant la rentrée (circ. 2006-137 du 25 août 2006).** Au cours de ces réunions, dont les horaires doivent être compatibles avec les obligations professionnelles des parents, une information très précise doit être donnée aux familles sur le fonctionnement de l'école et sur les différentes instances où siègent les parents ainsi que sur *l'organisation des élections de leurs représentants* (objectifs, modalités du scrutin, composition des listes et différentes phases des opérations électorales) afin de permettre aux parents qui le souhaitent d'être candidats et de favoriser la participation électorale. **Les informations données lors de cette réunion de rentrée doivent être confirmées par un courrier transmis aux familles.**

Je vous rappelle que chaque parent d'un enfant, quelle que soit sa situation matrimoniale, est électeur et éligible à ces élections, sauf s'il s'est vu retirer l'autorité parentale. La fiche de renseignements demandée aux familles en début d'année scolaire mentionnera les coordonnées des deux parents. La liste électorale, qui doit elle aussi faire apparaître le nom des deux parents, pourra être modifiée jusqu'au jour même du scrutin, avant la fermeture du bureau de vote, selon les justificatifs apportés par le parent concerné.

Je vous invite également à faire connaître aux parents d'élèves qu'en cas de difficulté, les services de la DSDEN des Hautes-Alpes sont à leur écoute et, qu'en tout dernier ressort, les médiateurs académiques, Messieurs Alain CAPION et Jean-Louis BOUILLOT (tél : 04.42.91.75.26) peuvent être contactés au Rectorat, Place Lucien Paye, 13621 AIX en PROVENCE cedex 1.

**La saisie des résultats s'effectue uniquement par l'application ECECA
et doit être réalisée par les directeurs d'école.**

**L'application BE1d permet l'édition des listes des parents d'élèves pour les associations de
parents d'élèves, de la liste électorale du bureau de vote et des étiquettes.**

Annexes :

Modalités d'élection des représentants des parents d'élèves au conseil d'école
Modèle de liste de candidature
Modèle de déclaration de candidature

Renseignements techniques

Modalités d'élection des représentants des parents d'élèves au conseil d'école

Circulaire n° 2000-082 du 09 juin 2000

modifiée par les circulaires n° 2004-115 du 15 juillet 2004 ; n° 2006-137 du 25 août 2006

et note de service n°2015-090 du 17 juin 2015

La présente circulaire se substitue à celle n° 89-272 du 25 août 1989 modifiée. Elle a pour objet de préciser et d'actualiser les dispositions relatives aux modalités d'élection des représentants des parents d'élèves au conseil d'école, conformément aux dispositions de l'arrêté du 13 mai 1985 modifié.

A NOTER

TITRE I : LE CONSEIL D'ECOLE

Conformément au décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 modifié, dans chaque école maternelle et élémentaire est institué un conseil d'école, dont la composition est définie à l'article 17 de ce décret. Toutefois, pour les RPI, chacune des écoles composant ce regroupement est considérée comme organisatrice de ses élections selon le nombre de classes composant l'école ; ce sont les conseils ainsi constitués qui peuvent décider de se regrouper en un seul.

R.P.I.

TITRE II : ÉLECTION DES REPRESENTANTS DES PARENTS D'ELEVES AU CONSEIL D'ECOLE

II.1 Organisation et préparation des élections

Préalablement à l'engagement des opérations électorales, il est nécessaire d'organiser une réunion avec les représentants locaux des fédérations et associations de parents pour apporter des éclairages sur des points qui ont pu poser problèmes l'année précédente.

Il est indispensable qu'une information soit diffusée localement, de la façon la plus large possible et par tous moyens (affichage interne et externe, carnet de correspondance). Lors de la réunion des parents d'élèves organisée en début d'année scolaire, une information est donnée aux familles sur le fonctionnement de l'école ainsi que sur l'organisation des élections des représentants des parents d'élèves afin de permettre aux parents qui le souhaitent de se porter candidat et de favoriser la participation électorale. **Cette information devra être confirmée par courrier aux familles. Les horaires de cette réunion doivent être compatibles avec les obligations professionnelles des familles afin de garantir la participation la plus large possible.** Les parents des élèves nouvellement inscrits sont réunis par le directeur d'école au tout début de l'année scolaire et au plus tard avant la fin de la troisième semaine suivant la rentrée. Par ailleurs, pendant une période de quatre semaines précédant le jour du scrutin, les responsables des associations de parents d'élèves et les responsables des listes de candidats peuvent prendre connaissance au bureau du directeur de l'école, et éventuellement la reproduire, de la liste des parents d'élèves de l'école, comportant les adresses des parents qui ont donné leur accord à cette communication.

Le directeur d'école assure l'organisation de ces élections et veille à leur bon déroulement. Dans la mise en œuvre de ces procédures, il doit veiller au strict respect de l'égalité.

Réunir les fédérations ou associations de parents avant d'engager les opérations électorales

Réunir les parents d'élèves en début d'année
↓
information sur l'organisation des élections

II.1.1 Établissement du calendrier des opérations électorales

Conformément au 6ème alinéa de l'article premier de l'arrêté du 13 mai 1985 modifié, le ministre chargé de l'éducation nationale fixe les dates de déroulement des élections des représentants de parents d'élèves au conseil d'école. Ces dates sont précisées chaque année par une note de service.

→ 9 octobre 2015

Il convient de veiller à ce que la suppression des cours le samedi matin n'influe pas sur le taux de participation des parents d'élèves en incitant les parents à recourir en priorité au vote par correspondance.

Bureau des élections

L'article premier de l'arrêté du 13 mai 1985 prévoit qu'à la fin de l'année scolaire ou au début de l'année scolaire suivante, le conseil d'école désigne en son sein une commission. Celle-ci est chargée d'assurer l'organisation et de veiller au bon déroulement des élections. En cas d'impossibilité de constituer cette commission ou en cas de désaccord au sein de celle-ci sur les modalités d'organisation du scrutin, les opérations décrites ci-dessous incombent au directeur d'école.

La commission, constituée en bureau des élections, est présidée par le directeur d'école. Elle arrête, en accord avec les fédérations de parents présentes ou représentées dans l'école et les représentants des associations de parents d'élèves de l'école, le calendrier des opérations électorales qui comprend la date des élections et celles des différents délais (établissement de la liste électorale, dépôt des candidatures, remise des bulletins de vote et des professions de foi, vote par correspondance, contestations). Elle précise également le lieu, l'heure d'ouverture et de fermeture du scrutin. Le calendrier est affiché dans un lieu facilement accessible aux parents.

→ **Le bureau des élections** arrête le calendrier des opérations électorales

→ affichage du calendrier des opérations électorales

II.1.2 Préparation des élections : établissement de la liste électorale, des listes de candidatures et des bulletins de vote

Chaque parent est électeur et éligible. Tous les parents sont donc concernés, quelle que soit leur situation matrimoniale, c'est à dire qu'ils soient mariés ou non, séparés ou divorcés.

→ **CHAQUE** parent est électeur et éligible

Seuls sont écartés les parents qui se sont vu retirer l'autorité parentale par décision de justice. En tout état de cause ces cas sont exceptionnels et, en absence de précision contraire, qui serait donnée et justifiée par la personne en charge de l'enfant, il convient de considérer que les deux parents d'un enfant sont électeurs, ce qui implique d'adresser à chacun d'eux l'ensemble du matériel de vote. Ainsi, les deux parents figureront sur la liste électorale.

Chaque parent ne dispose que d'une seule voix, quel que soit le nombre de ses enfants inscrits dans l'établissement.

Dans les cas particuliers où l'exercice de l'autorité parentale a été confié à un tiers qui accomplit tous les actes usuels relatifs à la surveillance ou à l'éducation de l'enfant, celui-ci exerce le droit de voter et de se porter candidat à la place des parents. Ce droit de suffrage est non cumulatif avec celui dont il disposerait déjà au titre de ses propres enfants inscrits dans le même établissement.

Les personnes de nationalité étrangère bénéficient des mêmes droits que les nationaux.

Listes électorales

La liste électorale, constituée des noms des parents d'enfants inscrits et admis dans l'école dans les conditions prévues par la circulaire n° 91-124 du 6 juin 1991, relative aux directives générales pour l'établissement du règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires, est arrêtée par le bureau des élections vingt jours au moins avant la date du scrutin. Cette liste n'est pas affichée mais est déposée au bureau du directeur de l'école.

→ **La liste électorale** est établie 20 jours francs au moins avant la date des élections

Elle est établie sur la base des informations données dans les documents remplis par les familles en début d'année sur lesquels figure, conformément aux termes de la note du 13 octobre 1999, une rubrique permettant de recueillir les coordonnées des deux parents. Toutefois, si un seul parent est mentionné, il figurera seul sur la liste, sauf si l'autre parent se manifeste ultérieurement. En effet, les électeurs peuvent vérifier leur inscription sur la liste et demander, le cas échéant, à tout moment, et ce jusqu'au déroulement même du scrutin et ce, bien évidemment, avant la fermeture du bureau de vote, au directeur de l'école de réparer une omission ou une erreur les concernant. En cas de difficulté, les services de l'inspection académique apporteront le soutien nécessaire.

Cette liste sert de liste d'émargement au moment du scrutin.

Listes de candidatures et leur dépôt

L'indication des fédérations ou unions de parents existant au plan national et des associations de parents d'élèves existant éventuellement au niveau local doit être affichée en permanence dans l'école. Les associations de parents d'élèves doivent disposer de boîtes aux lettres et de panneaux d'affichage.

Peuvent présenter des listes de candidats, des fédérations ou unions d'associations de parents d'élèves qu'elles soient ou non présentes dans l'établissement, des associations déclarées ou non de parents d'élèves, c'est à dire des associations dont l'objet est la défense des intérêts communs des parents d'élèves, ainsi que des parents d'élèves qui ne se sont pas constitués en associations.

Le directeur doit veiller au strict respect de l'égalité de traitement dans l'affichage et la distribution des documents élaborés par les fédérations, qu'elles soient ou non représentées dans l'établissement.

Les listes des candidatures de parents (modèle joint en annexe) doivent parvenir au bureau des élections au moins dix jours francs avant la date du scrutin. **En conséquence, les élections étant prévues pour le vendredi 9 octobre, la date limite de dépôt des déclarations de candidatures est fixée au lundi 28 septembre à minuit.** Elles sont adressées ou remises au bureau des élections en deux exemplaires identiques, l'un étant destiné au bureau des élections et l'autre à l'affichage dans un lieu facilement accessible aux parents.

Chaque liste de candidats comporte, classés dans un ordre préférentiel qui déterminera l'attribution des sièges, les noms et prénoms des candidats sans qu'il soit fait de distinction entre titulaires et suppléants. Les listes comportent au plus un nombre de candidats égal au double des sièges à pourvoir. Elles peuvent ne pas être complètes mais doivent comporter **au moins deux noms. Si un candidat se désiste moins de huit jours francs avant l'ouverture du scrutin, sa candidature est annulée mais il ne peut être remplacé.**

Tout électeur est éligible ou rééligible. Tout cas d'inéligibilité découvert sur une liste doit être signalé immédiatement au bureau des élections, qui en avisera l'intéressé en vue de sa radiation. Il n'est pas fixé de date limite pour la radiation, toutefois, le remplacement d'un candidat radié ne peut être accepté après la date limite de dépôt des candidatures. En outre, ne peuvent se présenter à l'élection des représentants de parents d'élèves dans les écoles élémentaires et maternelles le directeur de l'école, les maîtres affectés à celle-ci ou y exerçant, les personnels chargés des fonctions de psychologue scolaire et de rééducateur, le médecin chargé du contrôle médical scolaire, l'assistante sociale, l'infirmière, les aides éducateurs, les assistants d'éducation, les intervenants pour l'enseignement des langues vivantes à l'école primaire et les agents spécialisés des écoles maternelles y exerçant tout ou partie de leur service.

Les déclarations de candidatures (modèle joint en annexe) sont souscrites au verso de l'exemplaire de la liste des candidatures destiné au bureau des élections.

Sur les listes de candidatures et sur les déclarations de candidatures figure la mention de la fédération ou de l'association de parents d'élèves qui présente la liste ou le nom du premier candidat pour une liste présentée par des parents d'élèves qui ne se sont pas constitués en association. Lorsque la liste est présentée par une fédération ou une union de parents d'élèves existant au niveau national ou par une association locale de parents d'élèves, les candidats n'ont pas à mentionner leur appartenance à côté de leur nom. Lorsqu'il s'agit d'une liste d'union, les candidats ont la possibilité de mentionner à côté de leur nom leur appartenance à une fédération ou union de parents d'élèves existant au niveau national ou à une association de parents d'élèves.

Les listes de candidatures et les déclarations de candidatures doivent parvenir au bureau des élections avant la date limite qui a été fixée par le calendrier des opérations électorales. Les candidatures déposées hors de ces dates sont irrecevables.

Bulletins de vote

Chaque liste adresse ses bulletins de vote (**imprimés à l'encre noire sur le recto d'une feuille de couleur blanche de format 10,5x14,8 cm**) avant la date limite fixée par le calendrier des opérations électorales.

Les bulletins de vote mentionnent exclusivement le nom de l'école, les noms et prénoms des candidats, ainsi que le sigle de l'union nationale, de la fédération, de l'association de parents d'élèves qui présente la liste ou le nom du premier candidat pour une liste présentée par des parents d'élèves qui ne se sont pas constitués en association. En conséquence, ne peuvent figurer les noms d'associations, fédérations ou unions qui ne regrouperaient pas spécifiquement des parents d'élèves.

Ces bulletins de vote, éventuellement accompagnés des textes de profession de foi (dont la dimension ne peut dépasser une feuille recto-verso de format A4), sont adressés simultanément sous enveloppe cachetée à l'ensemble des parents six jours au moins avant la

Dépôt des listes de candidatures



10 jours francs au moins avant la date des élections fixée par le calendrier des opérations électorales

Parité entre nombre de sièges de parents et nombre de classes

Pas de distinction entre titulaires et suppléants

Tout électeur est éligible ou rééligible

date du scrutin. Une note élaborée par l'inspecteur d'académie, directeur académique des services de l'éducation nationale et précisant les conditions et les modalités du vote par correspondance est jointe à cet envoi*.

Ces documents peuvent être expédiés par la poste ou distribués aux élèves, pour être remis à leurs parents, six jours au moins avant la date du scrutin. Chaque parent électeur doit recevoir la totalité du matériel de vote. Dans le cas des parents chez lesquels les enfants ne résident pas, et dont l'adresse a été communiquée à l'école à la date de l'envoi, celui-ci se fera nécessairement par la poste. Quand les documents sont remis aux élèves, le bureau des élections déterminera si et sous quelle forme les parents doivent en accuser réception. La distribution des documents doit s'effectuer dans des conditions de parfaite égalité de traitement entre toutes les listes, quel que soit le mode de distribution retenu.

Les élections des parents d'élèves étant un élément du fonctionnement normal des écoles maternelles et élémentaires, les dépenses éventuelles afférentes (fourniture des enveloppes et des bulletins de vote...) ne doivent pas être traitées différemment des autres dépenses de fonctionnement de l'école.

A partir de la veille du scrutin à zéro heure, il est interdit de diffuser ou de faire diffuser par tout moyen de communication au public tout message présentant un caractère de propagande électorale.

II.2 Le scrutin

II.2.1 Modalités du scrutin

Les représentants des parents d'élèves dans les écoles sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste selon les modalités prévues par l'arrêté du 13 mai 1985 modifié relatif au conseil d'école.

II.2.2 Vote par correspondance

Afin d'assurer la meilleure participation possible des représentants légaux à ces élections, le vote par correspondance doit être favorisé. **Les conditions de vote par correspondance doivent être clairement indiquées dans le matériel de vote transmis aux parents.** Il est rappelé que cette procédure présente toutes les garanties de confidentialité. Les écoles ont néanmoins l'obligation de constituer un bureau de vote.

Les électeurs peuvent voter par correspondance dans les conditions ci-après.

Les documents relatifs aux élections comportent, outre la liste des candidats et les professions de foi, trois enveloppes numérotées garantissant l'anonymat du vote. Le vote par correspondance permet aux représentants légaux de l'élève de voter dès réception du matériel de vote. Afin que le vote par correspondance puisse être pris en compte, l'attention des électeurs doit également être appelée sur la nécessité de prévoir les éventuels retards d'acheminement postal. Le vote par correspondance peut être transmis directement par l'élève sous pli fermé.

Le bulletin de vote, ne comportant ni rature ni surcharge, doit être inséré dans une première enveloppe ne portant aucune inscription ou marque d'identification. Cette enveloppe, cachetée, est glissée dans une seconde enveloppe, cachetée à son tour, sur laquelle sont inscrits au recto l'adresse de l'école et la mention "Élections des représentants de parents d'élèves au conseil d'école", et au verso les noms et prénoms de l'électeur ainsi que son adresse et sa signature. La seconde enveloppe, comportant les mentions indiquées ci-dessus, est insérée dans une troisième enveloppe libellée à l'adresse de l'école et portant la mention "élections des représentants des parents d'élèves au conseil d'école".

Tout pli ne portant pas les mentions indiquées ci-dessus sera mis à part sans être ouvert, ne pourra donner lieu à émargement sur la liste électorale et en conséquence ne sera pas pris en compte pour calculer le nombre des votants.

Les plis sont confiés à la poste dûment affranchis ou remis au bureau des élections ou à son président qui enregistre sur l'enveloppe extérieure la date et l'heure de remise de la lettre. Les plis parvenus ou remis après la clôture du scrutin ne pourront comme au paragraphe précédent être pris en compte.

La possibilité d'acheminement du vote par correspondance par les élèves, sous pli fermé, est admise dans le respect de la procédure définie au paragraphe ci-dessus.

II.2.3 Bureau de vote

Le bureau de vote chargé de veiller au bon déroulement du scrutin est la commission

Envoi du matériel de vote

⇓

6 jours francs au moins avant la date des élections fixée par le calendrier des opérations électorales

** note intitulée : "Renseignements techniques"*

Afin d'améliorer le taux de participation des parents d'élèves, inciter les parents à recourir au vote par correspondance

En vertu du principe de gratuité, il convient de répondre favorablement aux électeurs qui souhaiteraient disposer d'enveloppes préaffranchies pour exercer leur droit de vote

citée au chapitre II.1 de la présente circulaire.

II.2.4 Matériel du scrutin

Le matériel à prévoir comprend :

- une urne fermée à clef placée sous la responsabilité du président du bureau de vote jusqu'au moment du dépouillement ;
- un isolement permettant d'assurer le secret du vote.

II.2.5 Déroulement du scrutin

Dans les écoles, le scrutin se déroule en une demi-journée à la date fixée par le bureau des élections. Afin de faciliter la participation des parents, les horaires du scrutin doivent être définis de telle sorte qu'ils intègrent ou une heure d'entrée ou une heure de sortie des élèves. Dans la mesure du possible, **il convient de privilégier l'organisation des élections le vendredi en fin d'après-midi**. L'amplitude d'ouverture du bureau de vote est de **4 heures minimum**. **Les heures de présence des enseignants assurant la tenue du bureau de vote seront imputées sur les heures qui peuvent être consacrées, notamment, aux relations avec les parents, selon la nouvelle organisation du temps de service des personnels enseignants du premier degré.**

Le directeur doit prendre toute mesure utile afin d'assurer la continuité de l'enseignement dispensé aux élèves lors des opérations de vote.

Les listes des candidats sont affichées dans le bureau de vote.

Sur une table sont disposés les bulletins de vote et les enveloppes nécessaires.

Les votants insèrent obligatoirement leur bulletin de vote dans une enveloppe et, après avoir voté, apposent leur signature sur la liste des électeurs.

A l'heure de la fermeture du scrutin, le bureau collecte les votes par correspondance : les plis sont comptés en présence des membres du bureau de vote. A l'énoncé du nom de l'expéditeur porté au verso de chaque pli, il est procédé au pointage sur la liste électorale. Ce pli est alors ouvert et l'enveloppe cachetée qui en est extraite est glissée dans l'urne.

Si un pli a été expédié par un parent qui a déjà pris part au scrutin, ce vote par correspondance n'est pas recevable.

Dès la clôture du scrutin, le bureau vérifie que le nombre d'enveloppes recueillies dans les urnes est bien égal au nombre des émargements et pointages effectués sur la liste des électeurs. Enfin, chaque membre du bureau signe cette liste.

Les opérations de vote sont publiques et chacune des listes en présence a le droit de désigner au moins un représentant auprès du bureau.

II.2.6 Dépouillement

Sur proposition des différents candidats ou des représentants des listes en présence, le président du bureau de vote désigne des scrutateurs en nombre suffisant pour assurer le dépouillement des votes.

Le dépouillement suit immédiatement la clôture du scrutin ; il est conduit sans désenclaver jusqu'à son achèvement.

Sont blancs les bulletins de vote :

- portant radiation ou surcharge ;
- ne désignant pas clairement le candidat sur lequel se porte le vote ;
- glissés directement dans une enveloppe portant le nom ou la signature du votant ou quelque mention que ce soit ;
- trouvés dans l'urne sans enveloppe ou dans des enveloppes non réglementaires ;
- portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance ;
- portant des mentions injurieuses pour les candidats ou pour des tiers ;
- les bulletins écrits sur papier de couleur ;
- glissés dans une enveloppe portant des marques distinctives.

Les bulletins blancs n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement.

Les votes sont également décomptés comme nuls lorsque l'enveloppe contient plusieurs bulletins différents. Lorsque l'enveloppe contient plusieurs bulletins identiques, ils ne sont comptabilisés que pour un seul vote.

Le bureau établit le nombre d'inscrits, de votants, de bulletins blancs ou nuls, de suffrages valablement exprimés et le nombre de voix obtenu par chaque liste. Le nombre de suffrages exprimés est celui du nombre de bulletins reconnus valables.

Scrutin le 9 octobre

Ouverture du bureau de vote 4 heures minimum.

Les horaires du scrutin doivent intégrer

- *ou une heure d'entrée*
- *ou une heure de sortie des élèves.*

Privilégier dans la mesure du possible, l'organisation des élections le vendredi en fin d'après-midi

II.2.7 Remontée et affichage des résultats

La collecte des résultats s'effectue uniquement par l'application nationale ECECA (Elections aux Conseils d'École et Conseils d'administration). Les directeurs d'école se connectent à ECECA via le portail ARENA. ECECA est visible dans la rubrique domaine enquête et pilotage, résultats des élections où figure deux liens : un pour le second degré et un pour le 1^{er} degré (élections des représentants des parents d'élèves).

La saisie des résultats des élections des représentants de parents d'élèves aux conseils d'école sera réalisée par les directeurs d'école. Cette saisie s'effectuera du 9 au 13 octobre inclus.

Grâce aux fonctionnalités de la nouvelle application, le taux de participation, le quotient électoral et la répartition des sièges pour chaque liste seront calculés automatiquement. L'application générera également un procès-verbal qui pourra faire l'objet d'un envoi dématérialisé à la direction des services départementaux de l'éducation nationale.

Attribution des sièges

Le bureau attribue ensuite les sièges selon les directives générales suivantes.

Les élus sont désignés dans l'ordre de la présentation de la liste. Il est désigné au maximum autant de suppléants que de titulaires. En cas d'empêchement provisoire ou définitif, il sera fait appel aux suppléants dans l'ordre de la liste.

Elus désignés dans l'ordre de présentation de la liste

a) Le quotient électoral, calculé jusqu'au deuxième chiffre après la virgule marquant l'unité, est égal au nombre total des suffrages exprimés divisé par le nombre de sièges de titulaires à pourvoir.

b) Chaque liste a d'abord droit à un nombre d'élus titulaires égal au nombre entier de fois que le nombre de suffrages obtenu par elle contient le quotient électoral.

c) Si les opérations prévues à l'alinéa b) ci-dessus pour les élections des parents aux conseils d'école conduisent à attribuer à une liste plus de sièges qu'elle n'a de candidats, les sièges qui ne peuvent être occupés par cette liste, par manque de candidats, ne sont pas attribués à ce stade de la procédure (voir g)
Lorsqu'une liste a obtenu un nombre de voix inférieur au quotient électoral, ce nombre de voix tient lieu de reste.

d) Les restes calculés jusqu'au deuxième chiffre après la virgule marquant l'unité sont constitués par la différence entre le nombre total des suffrages obtenu par une liste et le nombre des suffrages utilisés pour l'attribution des sièges selon les modalités exposées à l'alinéa b).

e) Les sièges restant à pourvoir sont attribués aux différentes listes qui ont les plus forts restes dans l'ordre décroissant de ceux-ci.

f) En cas d'égalité des restes, le siège à pourvoir est attribué à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages et en cas d'égalité du nombre des suffrages au candidat le plus âgé (cf. arrêté du 13 mai 1985 modifié relatif au conseil d'école article premier).

g) Dans chacun des cas envisagés aux points c, e, f, les sièges non attribués, faute de candidats, aux listes qui auraient dû normalement en bénéficier sont remis au tirage au sort, selon les modalités prévues au II-5.

Tirage au sort effectué par l'IEN

II.3 Procès-verbal, affichage et remontée des résultats

Le président du bureau de vote proclame les résultats de l'élection qui sont consignés dans un procès-verbal signé par les membres du bureau de vote et confié au président. Une copie est aussitôt affichée dans un lieu facilement accessible au public.

Le jour même du scrutin ou, en cas d'impossibilité, le lendemain, un exemplaire du procès-verbal est adressé à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la

circonscription et un second directement à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale.

Dès la fermeture du bureau de vote, le procès-verbal doit être transmis par télécopie au secrétariat de la circonscription.

Les difficultés susceptibles de surgir soit dans la désignation des membres du conseil d'école, soit dans le déroulement du scrutin et qui ne pourraient être réglées, par application des dispositions du décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 modifié, de l'arrêté du 13 mai 1985 modifié, de la présente circulaire, et de la note de service qui sera prise annuellement pour l'application des présentes dispositions, le sont par référence au Code électoral.

Les modalités et la date de remontée des résultats à l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale seront fixées chaque année par note de service.

II.4 Contentieux

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours, après la proclamation des résultats, devant l'inspecteur d'académie, directeur académique des services de l'éducation nationale, par lettre recommandée avec accusé de réception (ou reçu délivré au porteur du document).

Celui-ci doit statuer dans un délai de **huit jours**. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande d'annulation.

Le directeur d'école notifie, dès réception, la décision de l'IA DASEN au conseil d'école. En cas d'annulation de l'élection, cette décision est également notifiée aux anciens candidats et aux familles de façon à permettre l'organisation de nouvelles élections et la mise en place du conseil d'école avant la fin du premier trimestre.

Les contestations sur la validité des opérations électorales n'ayant pas d'effet suspensif, les parents dont l'élection a été contestée siègent valablement jusqu'à intervention de la décision de l'IA DASEN. Les nouvelles élections se déroulent conformément aux modalités définies par la présente circulaire.

II.5 Tirage au sort

Si faute de candidatures les élections n'ont pas eu lieu ou si les résultats ne permettent pas d'assurer la parité du nombre de parents d'élèves avec le nombre de classes, prévue à l'article 17 du décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires, dans un délai de **cinq jours** après la proclamation des résultats, l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription d'enseignement du premier degré procède publiquement par tirage au sort aux désignations nécessaires parmi les parents volontaires qui remplissent les conditions pour être éligibles.

Les parents qui s'étaient portés candidats lors des élections des représentants de parents d'élèves, mais n'ont pas été élus, peuvent se porter volontaire pour le tirage au sort. Ils sont cependant désignés à titre individuel, sans pouvoir faire état de leur appartenance éventuelle à une fédération ou à une association de parents d'élèves.

À défaut de parents volontaires et même si aucun représentant de parents d'élèves n'est élu ou désigné au conseil d'école, celui-ci est réputé valablement constitué.

Je vous demande de veiller très attentivement à la régularité des procédures en vous reportant au décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 modifié, à l'arrêté du 13 mai 1985 modifié, aux dispositions de la présente circulaire et à la note de service qui sera publiée annuellement pour l'application des présentes dispositions.

La participation des parents d'élèves à la vie de l'école par l'intermédiaire de leurs représentants élus aux conseils d'école me paraît fondamentale; elle permettra de favoriser le bon fonctionnement et l'efficacité de l'institution scolaire.

À cet égard, il est recommandé qu'une information très large soit diffusée localement par tous les moyens ; il importe en tout premier lieu que les directeurs d'école soient à la disposition des parents d'élèves et leur apportent les renseignements qui pourraient leur être nécessaires.

La présente circulaire se substitue à toutes les dispositions antérieures relatives aux élections des représentants de parents d'élèves au conseil d'école et en particulier à celles de la circulaire n° 89-272 du 30 août 1989 qu'elle abroge et remplace.

Procès-verbal à faxer au secrétariat de la circonscription dès la fermeture du bureau de vote :
- circo Briançon : 04.92.20.25.08
- circo Buëch : 04.92.57.10.37
- circo Gap-Embrun-St Bonnet : 04.92.56.57.58

Transmission des contestations à la DSDEN par lettre recommandée avec accusé de réception



Dans un délai de cinq jours après la proclamation des résultats (l'IA DASEN statue dans un délai de 8 jours)

Tirage au sort



Dans un délai de 5 jours ouvrables après la proclamation des résultats, par l'IEN, parmi les parents d'élèves volontaires

**ÉLECTIONS DES REPRÉSENTANTS DE PARENTS D'ÉLÈVES
AU CONSEIL D'ÉCOLE**

DECLARATION DE CANDIDATURES

Année scolaire 2015-2016

École maternelle - élémentaire ^{(1) (2)} :

de (3)

Nous, soussignés, certifions sur l'honneur avoir pris connaissance des conditions requises pour être candidats et les remplir toutes.

Liste présentée par :

Nom	Prénom	Classe	Pour les listes d'union : fédération, union ou association locale de parents d'élèves	Emargement

Représentants de cette liste auprès de la directrice ou du directeur de l'école : M

(1) *Rayer la mention inutile.*

(2) *Nom de l'école.*

(3) *Nom de la commune.*

ÉLECTIONS DES REPRÉSENTANTS DES PARENTS D'ÉLÈVES
AU CONSEIL D'ÉCOLE

LISTE DE CANDIDATURES

Année scolaire 2015-2016

École maternelle - élémentaire (1) (2) :

de (3)

Liste présentée par

Nom	Prénom	Classe	Pour les listes d'union : fédération, union ou association locale de parents d'élèves (4)

- (1) Rayer la mention inutile
- (2) Nom de l'école
- (3) Nom de la commune
- (4) Facultatif

ORGANISATION DES ELECTIONS AU CONSEIL D'ECOLE
RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES

Date des élections : 9 octobre 2015

Note de service n° 2015-090 du 17-6-2015 (BO n° 25 du 18 juin 2015)

⊗ I – CANDIDATURES

Les candidatures devront parvenir **au moins 10 jours avant la date du scrutin** auprès des directeurs d'école, qui vous donneront toutes précisions sur la constitution des listes.

⊗ II – ELECTEURS

Chaque parent est électeur et éligible. Tous les parents sont donc concernés, quelle que soit leur situation matrimoniale, c'est-à-dire qu'ils soient mariés ou non, séparés ou divorcés, sauf s'ils se sont vu retirer l'autorité parentale. CHAQUE PARENT DISPOSE DONC D'UNE VOIX.

De même, les personnes auxquelles les enfants sont confiés par les titulaires de l'autorité parentale ou par décision de justice bénéficient d'un suffrage non cumulatif avec celui dont ils disposeraient déjà au titre de parents d'élèves inscrits dans l'école. Les personnes de nationalité étrangère bénéficient des mêmes droits que les nationaux.

Les électeurs peuvent vérifier leur inscription sur la liste électorale au bureau de directeur de l'école et demander, le cas échéant, à tout moment jusqu'au déroulement même du scrutin, et ce, bien évidemment, avant la fermeture du bureau de vote, de réparer une omission ou une erreur les concernant.

⊗ III – MODALITES DE VOTE

- a) **Vote au bureau de vote** : le jour du scrutin, selon l'horaire fixé, le bureau de vote est ouvert aux électeurs. Les enveloppes seront fournies par l'école. Il sera procédé comme un vote habituel en passant par un isolement, avant de déposer dans l'urne l'enveloppe contenant le bulletin de vote. Il sera nécessaire de vous munir d'une pièce d'identité et, après avoir voté, de signer en face de votre nom sur la liste des électeurs.
- b) **Vote par correspondance** : le bulletin de vote, ne comportant ni rature, ni surcharge, doit être inséré dans une enveloppe ne portant aucune inscription ou marque d'identification. Cette enveloppe cachetée est glissée dans une seconde enveloppe, cachetée à son tour, sur laquelle sont inscrits au recto l'adresse de l'école et la mention "Elections des représentants des parents d'élèves au Conseil d'Ecole", et au verso les nom et prénom de l'électeur, ainsi que son adresse et sa signature.

Si les deux parents souhaitent faire un seul envoi, les deux secondes enveloppes seront insérées dans une 3^{ème} enveloppe libellée à l'adresse de l'école et portant la mention "Elections des représentants des parents d'élèves au Conseil d'Ecole".

Tout pli ne portant pas les mentions indiquées ci-dessus ne sera pas pris en compte. Les plis sont confiés à la poste dûment affranchis ou remis, par l'électeur lui-même ou par son enfant au bureau des élections ou à son président qui enregistre, sur l'enveloppe extérieure, la date et l'heure de remise de la lettre. Les plis parvenus ou remis après la clôture du scrutin seront déclarés nuls.

S'agissant d'un scrutin de liste, vous ne pouvez voter que pour une liste de candidats, qu'elle soit complète ou non. Vous ne pouvez, sous peine de nullité de votre vote, ni mettre dans l'enveloppe plusieurs bulletins différents, ni raturer ou surcharger un bulletin de vote.

Vous recevrez ultérieurement le matériel de vote.

Le résultat des élections sera affiché à l'école où vous pourrez en prendre connaissance.

Remboursement des frais de changement de résidence

Référence : Décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié

Les agents nouvellement mutés dans le département peuvent prétendre, sous certaines conditions et sous réserve de **déménagement effectif lié à la nouvelle affectation**, à la prise en charge de leur frais de changement de résidence.

Les dispositions du décret visé en référence précisent que :

- la prise en charge des membres de la famille est possible si ceux-ci déménagent **en même temps** que l'agent ou s'ils le **rejoignent** dans un délai au plus égal à **neuf mois** à compter de sa date d'installation administrative ;
- le paiement de l'indemnité est effectué sur demande écrite présentée par le bénéficiaire dans le délai de **douze mois au plus tard, à peine de forclusion**, à compter de la date de son changement de résidence administrative.

1) **L'agent** doit adresser sa demande d'ouverture de droit au remboursement des frais de changement de résidence au moyen du **formulaire annexé (2 pages)**, à la Direction des services départementaux de l'Education nationale des Hautes-Alpes, division du premier degré, 12 Avenue Maréchal FOCH, BP 1001, 05010 GAP Cedex.

2) **Le service gestionnaire** prend, s'il y a lieu, **un arrêté d'ouverture de droit**. Il en transmet 2 exemplaires à la Division Financière du Rectorat et 1 à l'intéressé.

3) **La Division financière du Rectorat** adresse alors au bénéficiaire deux dossiers originaux intitulés : "**Etat de frais de changement de résidence**".

N.B. : *ces dossiers ne sont jamais délivrés avant l'ouverture du droit constaté par l'arrêté.
seuls ces 2 exemplaires seront pris en compte pour l'examen du dossier.*

4) **L'agent** dispose d'un délai de **12 mois maximum**, à partir du changement de résidence administrative, pour transmettre à la Division financière du Rectorat les dossiers **complétés**, accompagnés des **pièces justificatives** demandées et **visés par l'autorité hiérarchique**.



Académie d'Aix-Marseille

FRAIS DE CHANGEMENT DE RESIDENCE
Demande d'ouverture de droit à indemnisation

renseignements à prendre en compte pour l'établissement de l'arrêté d'ouverture de droit
Attention : aucune demande incomplète ne pourra être étudiée

NOM, Prénom :

Grade et emploi : :

Nouvelle résidence administrative :

Date d'installation dans ce poste à titre définitif : (joindre 1 copie de l'arrêté)

Motif de la demande de mutation dans les Hautes-Alpes

- Suppression d'emploi
- Promotion
- Convenances personnelles
- Rapprochement conjoint fonctionnaire
- Autre :

Postes occupés au cours des 5 dernières années		
Etablissement	Commune	Date de l'installation <u>Préciser</u> : à titre provisoire ou définitif

Avez-vous perçu des indemnités pour frais de changement de résidence au cours des 5 dernières années ?

- OUI
- NON

Si non, joindre une attestation de non perception de ces indemnités dans les 5 dernières années, à solliciter auprès de la direction des services départementaux de l'éducation nationale d'origine.

Situation de famille : Célibataire Marié Veuf Divorcé PACS, concubinage

Profession du conjoint ou concubin :

Personnes à charge accompagnant le fonctionnaire dans son poste d'affectation
(ou qui le rejoindront dans les neuf mois à compter de sa date d'installation)

DESIGNATION	NOM - PRENOM	DATE DE NAISSANCE	Observations
Conjoint ou concubin	_____	_____	_____
Enfants à charge au sens de la législation sur les prestations familiales	_____	_____	_____
Ascendants à charge	_____	_____	_____

Certifié exact par l'intéressé(e) le
Signature :

RESIDENCE FAMILIALE

Adresse de l'ancien domicile :

Date du déménagement :

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(rayer les mentions inutiles)

- Si la famille du fonctionnaire est déjà installée dans la nouvelle résidence ;

Je soussigné(e) certifie sur l'honneur que je suis définitivement installé(e) à (précisez l'adresse) :

.....
.....

avec ma famille composée de mon conjoint (ou concubin) et de mes enfants (prénoms) :

.....

- Si la famille du fonctionnaire n'est pas encore installée dans la nouvelle résidence :

Je soussigné(e) certifie sur l'honneur que je suis définitivement installé(e) à (précisez l'adresse) :

.....
.....

Je m'engage à justifier dans un délai d'un an à compter de la date de changement de résidence administrative que tous les membres de ma famille pris en compte pour le calcul de l'indemnité m'ont effectivement rejoint dans ma nouvelle résidence familiale (art. 49 § 5).

- Autre cas :

Je soussigné(e) certifie sur l'honneur que je suis définitivement installé(e) à (précisez l'adresse) :

.....
.....

et ne demande le bénéfice du remboursement des frais de changement de résidence que pour moi-même.

Je soussigné(e) certifie l'exactitude du présent état à tous les égards.

A, le

Signature de l'intéressé(e)



Concours 2015-2016
ECOLES ELEMENTAIRES
Classes de CM1 et CM2
**PRIX D'EXPRESSION ECRITE DE LA LANGUE
FRANÇAISE**

J'ai l'honneur de vous informer que cette année l'épreuve de **COMPOSITION FRANÇAISE** en classe de CM1 et CM2 du Concours de l'**AMOPA** (Association des Membres de l'Ordre des Palmes Académiques) se fera sur le thème :

**«La récréation est-elle pour toi un moment attendu ?
Raconte une récréation que tu as appréciée »,**

Ou un sujet proposé par le professeur et dont l'énoncé sera formulé très clairement en tête de copie.

Tous les travaux seront exécutés en classe, donc en temps limité décidé par l'enseignant. **Trois copies, au plus, seront sélectionnées par le professeur au niveau de la classe**



Les travaux collectifs ne sont pas acceptés.

Tous les travaux devront porter avec précision sur le haut et à gauche de la première page, en capitale d'imprimerie : **Le nom, le prénom et la classe de l'auteur, le nom, l'adresse postale et électronique de l'établissement, le nom et la signature du professeur.**

Toutes les copies sélectionnées seront adressées (en triple exemplaire) par Mesdames les Directrices et Messieurs les Directeurs au :

Président de la Section AMOPA avant le 26 Février 2016

Il est conseillé aux participants de conserver un double de leur copie.

**Adresse de la section :
Des HAUTES-ALPES**

DSDEN des Hautes-Alpes

**CABINET
12 Avenue Maréchal Foch
B.P. 1001
05010 GAP Cedex**



AMOPA[®]

Association des Membres de l'Ordre des Palmes Académiques

Secrétariat national : 30, avenue Félix-Faure - 75015 Paris
Tél. : +33 (0)1 45 54 50 82 - Courriel : amopa.courriel@orange.fr
Site Internet : www.amopa.asso.fr

CONCOURS NATIONAL 2015-2016 Défense et Illustration de la Langue française

DESTINÉ AUX ÉLÈVES DE CM1 ET CM2
DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES

PRIX D'EXPRESSION ÉCRITE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Sujet : La récréation est-elle pour toi un moment attendu ?
Raconte une récréation que tu as appréciée.

Ou un sujet proposé par le professeur

L'énoncé sera formulé très clairement en tête de la copie. Tous les travaux seront réalisés en classe.
Le jury tiendra compte de la présentation de la copie et de la qualité de l'écriture manuscrite.

IMPORTANT - Informations pratiques

- 1) Les travaux, rédigés en prose, devront être **strictement individuels et authentiques**.
- 2) Chaque copie devra porter en haut à gauche de la première page, en capitales d'imprimerie : le nom, le prénom, la classe de l'élève, le nom, l'adresse postale et électronique de l'établissement, **le nom et la signature du professeur**.
- 3) **Trois copies au plus seront sélectionnées par classe et par professeur**. Les chefs d'établissement ou les professeurs concernés enverront les copies sélectionnées **exclusivement à l'adresse et à la date indiquées dans les cadres ci-dessous**.
- 4) Il est demandé aux participants d'adresser l'original de leur copie et d'en conserver un double.

Cadres à compléter par la section AMOPA départementale

Date de retour des copies

Adresse de retour des copies

Les meilleurs travaux feront l'objet d'une sélection nationale. Le palmarès pourra être consulté sur le site Internet.
Les meilleures parmi les copies primées feront l'objet d'une publication dans un florilège et dans la *Revue* de l'AMOPA.